



Julien SAMUEL

Mulhouse 1912 - Paris 1981

D'une famille de stricte observance, Julien entre directement dans la vie active, après des études secondaires poursuivies à Strasbourg. En 1929, il est engagé comme stagiaire - apprenti chez un ami de son père, Monsieur J.E. Moeder, Vice-président de la Chambre de commerce de Strasbourg. Il y gravit les échelons en particulier dans le service des achats, responsable des rapports avec les exportateurs d'Allemagne et d'Autriche et de la surveillance des marchés. A partir de 1932, il fit plusieurs séjours de longue durée à Paris dans le cadre du service des ventes, en vue d'accentuer les rapports de la maison avec les grandes entreprises de construction et de menuiserie du bâtiment. Ce savoir faire lui fut bien utile pour son travail à l'OSE pendant la guerre, en particulier à Marseille.

Une année de service militaire à Dijon en 1933-1934, puis Julien entre dans l'affaire d'assurances de son père. Après un stage de trois mois à la direction de la Compagnie Trieste et Venise à Paris, il en devient Fondé de pouvoirs et travaille avec succès à son développement jusqu'à la veille de la guerre.

1939 : Il est versé au 89e RA en avant de Haguenau qui se replie dans les Vosges en juin 1940 où tout le régiment est fait prisonnier, après quelques jours de combats. Julien s'évade plusieurs fois. La première à Colmar. Après une traversée des Vosges, il est repris à Raon-l'Étape. Il s'évade de nouveau de Sarreguemines (Sarre) le 30 octobre 1940. Il retransverse l'Alsace annexée et les Vosges et passe la ligne de démarcation le 13 novembre près de Bordeaux.

La situation en France est confuse, la résistance encore inexistante. Julien se sent attiré par l'action sociale, notamment après les nouvelles que ses amis lui donnent sur la situation des Juifs en France et sur le sort des étrangers concentrés dans les camps du Sud de la France.

Le Dr Joseph Weill, membre du Comité directeur de l'Union-OSE et du comité de coordination pour l'assistance dans les camps le charge de créer un service de ravitaillement pour les camps de Gurs et de Rivesaltes. En peu de temps, il se familiarise avec les conditions nouvelles de l'économie, et crée de toutes pièces un réseau de fournisseurs. Il se trouve en mesure d'expédier fruits et légumes verts, par wagons entiers, aux internés affamés. En même temps, il suscite la création dans les camps de comités sociaux chargés de la répartition équitable des produits. Il est alors chargé de coordonner les oeuvres participant à cette commission.

En mars 1941, sur la demande de l'OSE, (OEuvre de Secours aux Enfants) dont le siège est replié à Montpellier, il s'établit à Marseille pour installer avec l'Unitarian Committee un centre médico-social destiné à soulager les misères des réfugiés. Il devient alors Directeur du bureau de Marseille situé 25 rue d'Italie. Très rapidement le dispensaire est créé et un service social mis en place. Pendant deux ans, il se consacre entièrement à cette tâche, suivant de près l'évolution de la situation générale. Après l'occupation de la Zone Sud en novembre 1942, le centre devient le berceau et l'abri d'une officine clandestine de faux papiers fabriqués par les Eclaireurs israélites dont Beneveniste et Théo Klein.

De là, également, partaient les convois d'enfants vers la Suisse et l'Espagne.

Julien Samuel est l'objet d'une surveillance épistolaire et téléphonique systématique sur ordre du ministère de l'Intérieur pour son action dans les camps, de même que Ruth Lambert. Le résultat des enquêtes successives se trouve dans les archives de la préfecture des Basses-Pyrénées.

En octobre 1942, il se marie dans la maison d'enfants du Couret (Haute-Vienne) avec Vivette Hermann, assistante volontaire au camp de Rivesaltes.

Recherché par la Gestapo à Marseille, il quitte la ville le 1er mars 1943 pour se rendre à Limoges. Il y installe un Centre médico-social identique à celui de Marseille, avec des annexes dans les départements limitrophes de la Creuse, Corrèze et Dordogne. Il devient Inspecteur régional de la 3e direction Santé pour assurer la liaison avec les autorités françaises de la région de Limoges. Cette direction reste l'organisation officielle, couverture des activités clandestines, désormais étendues à toute la zone Sud sous l'appellation « Circuit Garel ». Son rôle est de maintenir et de développer la liaison avec les populations persécutées et de diriger le plus grand nombre d'enfants vers le circuit clandestin.

En janvier 1944, il échappe une nouvelle fois à la Gestapo qui arrête Nahum Hermann, son beau-père, ce qui décide l'OSE à fermer le bureau de Limoges. Un mois après, le bureau de Chambéry est aussi l'objet d'une descente de la Gestapo qui arrête Alain Mosse et sept des employés de l'OSE, obligeant l'organisation à plonger dans la clandestinité totale. Julien quitte Limoges le 1er mars pour s'installer sous une fausse identité à Chambéry. Il se rend très fréquemment à Lyon, siège de l'organisation clandestine, pour y rencontrer ses collègues et les cadres.

Au cours d'un de ces voyages, le 8 mai 1944, il est arrêté en pleine rue et amené au Fort de Montluc. Le 19 mai, il fait partie d'un transport vers Drancy et avec

dix de ses camarades, saute du train en marche, à proximité de la station de Maisons-Alfort. Remis de ses blessures, il quitte Paris au bout de 15 jours, et se réfugie à Saint-Innocent près d'Aix-les-Bains où il demeurera jusqu'à la Libération.

Dès la Libération, les membres de l'OSE se retrouvent à Lyon pour définir les grandes orientations et remettre la structure en marche selon deux axes d'intervention, le service de l'Enfance dirigé par Robert Job et le médico-social confié à Julien Samuel secondé par Andrée Salomon. Toute l'équipe de la guerre se retrouve également dans le Conseil de direction.

Il installe, à cet effet, dans les derniers mois de 1944 et au cours du premier trimestre 1945, des centres médico-sociaux à Paris (3 dispensaires, 1 laboratoire central), à Lyon, à Marseille, à Nice, à Montpellier, à Toulouse, à Limoges et à Strasbourg.

Outre ces fonctions, il représente très fréquemment l'OSE auprès des organes internationaux, tels que l'UNRRA, le Comité international pour les réfugiés (plus tard I.R.O), et maintient des relations constantes avec l'American Joint Distribution Committee qui subventionne pour une grande part les activités de l'OSE en France.

Il participe également aux travaux de l'Exécutif de l'Union des Sociétés O.S.E. dont le siège est à Genève et dont les institutions sont réparties dans presque toute l'Europe, avec ramification aux Etats-Unis, en Amérique du Sud, au Canada, en Afrique du Sud et en Australie.

Le 1er janvier 1951 il devient le premier directeur du Fonds Social Juif Unifié, tâche difficile entre toutes. Grâce à sa personnalité et la hauteur de ses vues, il sut rassembler une communauté divisée et peu encline à travailler ensemble. Au moment de la création de l'Appel juif unifié, il est chargé d'en assurer la direction générale.

Il fut également directeur de la revue L'Arche et Secrétaire général de l'Action Sociale par l'Habitat (A.S.H.).

Avant de prendre sa retraite en 1977, il devient membre du Conseil national du FSJU.

« Il a inauguré dans notre communauté la fonction de cadre de haut niveau, conseillant et exécutant la politique communautaire, généralement la forgeant. L'essentiel pour lui était dans la mission à accomplir plus tôt que dans l'art du faire valoir »,

Théo Klein.

Katy Hazan (tous droits réservés)